

DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**SEANCE DU**

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 12 juin 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** l'article 15 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle organisation territoriale de la République, portant transfert des transports scolaires à la Collectivité Territoriale de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

APRES EN AVOIR DELIBERE**ARTICLE PREMIER :**

ACTE le principe de gratuité des transports scolaires sur les lignes mises en œuvre par la Collectivité de Corse pour l'année scolaire 2018-2019 soit du 1^{er} septembre 2018 au 6 juillet 2019.

ARTICLE 2 :

ACTE le principe de subvention à hauteur de 50 % des dépenses réelles effectuées aux collectivités qui assurent par délégation de compétence accordée par la Collectivité de Corse le transport scolaire sur leur ressort territorial.

ARTICLE 3 :

FIXE les taux d'indemnités kilométriques à 0,25 €/km pour le transport des demi-pensionnaires et internes et à 0,70 €/km pour le transport des élèves en situation d'handicap.

ARTICLE 4 :

ADOPTÉ le règlement territorial harmonisé des transports scolaires applicable à compter du 1^{er} septembre 2018 sur le ressort territorial de la Collectivité de Corse tel que présenté sous réserve de l'obtention d'ici là de l'avis des Commissions Départementales de l'Education Nationale de Haute-Corse et de Corse-du-Sud.

ARTICLE 5 :

DELEGUE au Conseil Exécutif l'actualisation de ces taux par arrêté.

ARTICLE 6 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à engager toutes les dépenses de fonctionnement et exécuter toutes démarches et conventions nécessaires pour leur mise en œuvre.

ARTICLE 7 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI